

# ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



200 militant.es écologistes marchent vers l'usine Lafarge de Bouc-Bel-Air en décembre 2022

AZB 4001 Baie  
Forum Civique Européen, 4001 Baie  
Post CH AG

FRANCE/ÉCOLOGIE ET REPRESSION

## Dissoudre Darmanin

Depuis 2019, le collectif *Les soulèvements de la Terre* (SLT) organise des manifestations écologistes, soutient des actions de désarmement dans l'industrie méga-polluante, prend position pour la défense du vivant, la justice sociale et climatique et la protection des ressources vitales telles que l'eau. Le mercredi 21 juin dernier, le président de la République, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont signé le décret de dissolution du «groupement de fait» les *Soulèvements de la Terre*, une première en France et en Europe pour un mouvement écologiste.

On n'a pas souvenir que les dirigeants de l'entreprise de matériaux de construction Lafarge, pourtant poursuivis en France et aux États-Unis pour avoir financé Daech afin de continuer leur activité en Syrie, aient subi de telles méthodes. Hélas, que ceux qui n'ont pas hésité à se convertir en trésoriers de Daech par appât du gain et pour continuer à artificialiser la terre soient mieux traités que des militants écologistes n'étonne plus en France. Car c'est bien autour de l'affaire du désarmement de l'usine Lafarge de Bouc-Bel-Air par deux cents militant.es écologistes en décembre dernier, action saluée par les SLT, que s'articule l'énorme vague de répression qui s'abat aujourd'hui sur les *Soulèvements* et leurs membres présumés.

Nul besoin de pointer l'ineptie d'une telle décision, alors que les mauvaises nouvelles écologiques s'accumulent en Une des journaux papiers et télévisés. La planète brûle, et mis à part quelques climato-sceptiques réactionnaires aux arguments vaseux, plus personne ne peut contester l'impact désastreux des sociétés capitalistes sur le vivant. Et pourtant... Pendant que Total fait du *greenwashing* et que nos banques se peignent en vert, empochant des dividendes records pour leurs actionnaires, le gouvernement français, s'asseyant sur la justice, dissout un mouvement écologiste large et composite, perquisitionne et arrête des militant.es présumés coupables d'avoir tenté de mettre un grain de sable dans la machine, alertant ain-

si l'opinion publique, tentant de faire valoir un semblant d'espoir, d'ouvrir des poches d'oxygène non pollué.

Désormais, toute tentative d'organisation de manifestations, d'actions ou de rassemblements, vaguement en lien avec les thèmes défendus par les *Soulèvements de la Terre*, pourra être poursuivie et interdite, les personnes suspectées de les organiser ou d'y participer contrôlées, harcelées, intimidées, mises sous pression, voire incarcérées. Et il ne s'agit pas ici d'une décision de justice, mais d'une décision directement émise par le chef de l'État et ses ministres, sous pression de la FNSEA, principal syndicat agro-industriel du pays.

### Dissoudre la menace qui pèse sur nos vies

Cette dissolution est une mesure répressive particulièrement efficace et redoutable, pourtant elle semble vouée à l'échec. Plus de 145.000 personnes et collectifs se sont réclamés des SLT, et le mouvement écologiste existait bien avant et existera bien après ce tournant politique. Chacun.e d'entre nous se trouve donc face à un constat que les SLT synthétisent ainsi: «- La planète, nos lieux de vies et nos conditions d'existences sont en passe d'être détruit-es.

- Ces destructions sont la conséquence d'une

logique civilisationnelle bien particulière et située dans l'Histoire. On l'appelle couramment le capitalisme ou le monde de l'économie.

- Les gouvernements, singulièrement et globalement tenus par cette logique économique, sont dans l'incapacité d'interrompre ces destructions, d'inverser cette logique et de réparer le monde.

- Tenter de convaincre les gouvernements qu'ils emmènent leur population dans le mur ne fonctionne pas, ou en tous cas, pas assez vite au vu de la vitesse à laquelle se répand le désastre.

- Attendre est un suicide.

- La seule option qui reste consiste à construire un mouvement massif depuis la base dont les objectifs sont: l'ouverture de débats publics quant aux conséquences du développement ou de maintien des infrastructures et industries écologiques. La constitution et le renforcement d'oppositions locales à ces projets. Le désarmement symbolique et ponctuel d'infrastructures particulièrement nuisibles afin d'ouvrir un espace entre légitimité et légalité de l'action directe.»<sup>1</sup>

Face à la répression qui s'est abattue ces dernières semaines sur le mouvement, le sentiment d'impuissance et de rage est vertigineux. Une fois le constat posé, une stratégie commune consiste à détourner le regard, s'en remettre à d'hypothétiques solutions techniques telles que les énergies «vertes» (le nucléaire en fait partie, sic), espérer une vie radieuse sur Mars. C'est le choix que font la plupart des gouvernements, incitant leurs populations à en faire de même, à grand renfort de consumérisme, voitures électriques inabornables, instrumentalisation de l'éco-anxiété afin de concentrer l'attention sur nos nombrils. Nous dansons sur un volcan.

Mais de Greta Thunberg aux Soulèvements de la Terre, en passant par les luttes anciennes et actuelles, partout sur le globe, sur chaque continent, il existe une «résistance des mouvements écologistes et sociaux, et les mondes qu'ils construisent suscitent une violente réponse autoritaire, détruisant les vies au nom du pouvoir et du profit»<sup>2</sup>.

## Dissoudre le gouvernement

Car l'argument, sorti tout droit du discours ministériel, tel un ensemble d'éléments de langage décliné grossièrement par la quasi totalité des médias français, mérite que l'on s'y penche. Ainsi l'on évoque volontiers des actions «violentes», des dégâts matériels injustifiables, des jets de projectiles et des affrontements contre les forces de l'ordre, pour tenter de discréditer le mouvement dans son intégralité. L'«ultra-gauche» est accusée de «terrorisme intellectuel» par Gérard Darmanin, et des militant·es sont qualifié·es d'«écoterroristes» lorsqu'ils sont accusé·es de découper les bâches d'une méga-bassine pour rendre l'eau à la terre, de construire un mur sur un chantier d'autoroute, de dé-

truire des plants de muguet et de démonter des tuyaux d'arrosage. Un «deux poids, deux mesures» risible mais douloureux, puisqu'on n'a jamais entendu Darmanin proférer ni exécuter la moindre menace contre le groupe du cimentier Lafarge, mentionné plus haut, condamné par la justice américaine à verser 778 millions de dollars pour sa collaboration avec Daech, de véritables terroristes quant à eux. Le groupe Lafarge a effectivement plaidé coupable, accusé d'avoir financé à hauteur de plusieurs millions de dollars tant Daech que le Front Al-Nostra, afin de pouvoir poursuivre ses affaires sur un marché florissant. En France, l'enquête est toujours en cours...

La liste des complicités du gouvernement avec les industriels et hommes et femmes d'affaires qui œuvrent pour leurs profits contre les biens communs serait trop longue à établir ici. Notons tout de même que la lutte contre la délinquance s'avère tout à fait sélective, puisque la fraude fiscale est estimée à 90 milliards d'euros par an sans que cela ne déclenche beaucoup d'émotion, tandis que les dispositifs policiers et de surveillance se renforcent de jour en jour dans les quartiers les plus fragilisés par la précarité. Profitons du timing pour dénoncer, au passage, un État policier qui continue de tuer en toute impunité, puisque le mardi 27 juin, à Nanterre, un jeune homme de 17 ans a été abattu de sang froid par la police lors d'un contrôle routier. Il s'agit du 3<sup>e</sup> meurtre suite à un refus d'obtempérer en 2023 (voir encadré). N'oublions pas de dissoudre la police...

## Dissoudre l'extrême droite

Un «deux poids, deux mesures» également insupportable, lorsque l'on sait que

l'extrême droite, représentée par les partis d'Eric Zemmour et de Marine Le Pen, est une menace terroriste bien réelle, avec plus de 10 attentats déjoués depuis 2017. En témoigne la manifestation autorisée en plein Paris le 6 mai dernier de certains de ses groupuscules<sup>3</sup>, quand chacun des rassemblements des SLT a été interdit sous la pression directe des cabinets ministériels.

Le politologue et sociologue Erwan Le-coeur<sup>4</sup>, spécialiste de l'extrême droite en France, analyse le paysage politique français des dernières décennies sous le prisme d'une résurgence visible et palpable de groupuscules identitaires violents: du GUD<sup>5</sup>, toujours en activité en 2023 malgré de nombreux membres fichés S, aux catholiques traditionalistes en passant par les néo-païens, c'est toute une galaxie qui fait alliance autour des campagnes présidentielles de Marine Le Pen et Eric Zemmour. Cette extrême droite dispose de gros moyens financiers et s'est internationalisée, et à plusieurs endroits dans le monde, notamment au Brésil et en Amazonie, aux États-Unis ou en Inde, ce sont des militant·es écologistes qui se font intimider voire assassiner par l'extrême droite locale (plus de 200 chaque année). Selon lui, le combat qui se joue aujourd'hui est celui entre l'écologie et la barbarie. Les mouvements d'extrême droite sont financés par les grandes compagnies pétrolières, et les pays du Golfe, les partisans de l'*alt-right*<sup>6</sup> américaine rendue populaire par l'arrivée de Trump au pouvoir, et en France, Vincent Bolloré, 8<sup>e</sup> fortune du pays, à la tête d'un des groupes médiatiques les plus puissants de France, ennemi de l'écologie et soutien d'Eric Zemmour.

## Les villes françaises s'embrasent

L'assassinat d'un jeune sans défense d'une balle dans le coeur tirée à bout portant par un policier dans l'une des nombreuses banlieues parisiennes marquées par la précarité, le manque de travail et d'espoir, a déclenché une série de nuits de révolte dans de nombreuses villes françaises. Tristesse et colère, haine de la police, de ce système profondément raciste où les un·es s'enrichissent et les autres subissent misère, stigmatisation, violences physiques et institutionnelles. La vie de ces personnes ne vaut rien, alors on les tue rapidement ou lentement - d'autant plus facilement si elles ne sont pas blanches. Pour l'instant, la réponse de l'État est la suivante: renforcement de la police, nombreuses arrestations, menaces adressées aux parents des jeunes révolté·es et État d'urgence dans certaines grandes villes. Du côté de la justice, ce sont 990 personnes déférées devant les tribunaux, dont 380 incarcérées. Du jamais vu, même lors des émeutes de 2005. La rapidité avec laquelle les peines de prison ferme sont tombées laisse entrevoir une justice à deux vitesses, expéditive pour les moins fortunés, d'une lenteur accablante quand il s'agit de condamner des ministres pour des affaires de corruption ou de viol, entre autres. L'approche répressive et brutale des pouvoirs publics et de leurs représentant·es est devenue la norme en France. Il y a eu 12 morts suite à des «refus d'obtempérer» en 2022, Nahel est le 3<sup>e</sup> depuis le début de l'année, et la seule raison pour laquelle son meurtrier a été mis en examen pour homicide volontaire et placé en détention provisoire, est que toute la scène a été filmée par un témoin. La colère noire face à cette brutalité inouïe n'est pas près de se calmer.

Constanze Warta  
membre FCE - France

## Archipel

Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le Forum  
Civique Européen

France:  
St Hippolyte, F-04300  
Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fr@forumcivique.org

Autriche  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla  
Tél: 43 (0)42 38 87 05  
at@forumcivique.org

Allemagne:  
Ulenkrug, Dorfstr. 68  
D-17159 Stubbendorf  
Tél: 49 (0)39 959 23 881  
de@forumcivique.org

Suisse:  
Boîte postale 1848,  
CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

Ukraine:  
vul. Peremogi 70  
UKR-90440 Nijne Selischchte,  
Tel: 00380/31 42 512 20  
ua@forumcivique.org

Il rappelle également la distinction fondamentale et absolument indépassable qui existe entre les violences imputables à l'extrême droite et celles que l'on prête à l'ultragauche: l'une attaque et tue des personnes pour ce qu'elles sont: personnes racisées, homosexuelles, précaires, exilées, lorsque l'autre s'exerce contre les symboles et les représentations de l'État et du gouvernement, vitrines de banques, éventuellement policiers en service, armés et équipés pour cela lors d'affrontements. «*Nous, chercheurs en sciences politiques et sociologie, sommes atterrés de voir comment le gouvernement, soit par inculture historique, méconnaissance complète, soit par un autre phénomène que j'appellerais machiavélisme, continue de mettre dos à dos une extrême gauche et l'extrême droite, quand cette dernière est beaucoup plus structurée, financée, présente dans les médias. Il n'y a aucune équivalence possible entre l'une et l'autre. Pour preuve, deux études de l'INA et du CNRS ont montré que lors de la campagne présidentielle de 2022, l'extrême droite était présente à hauteur de 50% du temps de parole sur les chaînes privées françaises.*»

Comment analyser l'extrême judiciarisation des SLT dans un tel rapport de forces? «*Les services de renseignement français se sont pendant très longtemps désintéressés des actes terroristes liés à l'extrême droite, entre autres parce qu'ils se sont beaucoup concentrés soit du côté de l'extrême gauche, soit du côté du djihadisme. Sans annuler le danger que ce dernier peut représenter, il y a une évidente disproportion des moyens mis en œuvre pour contrer, par exemple, toute contestation du système agricole en place, et on peut se demander si ces moyens ne seraient pas beaucoup mieux utilisés contre des groupuscules et mouvements d'extrême droite qui, eux, sont véritablement dangereux pour la santé et la vie d'un certain*

*nombre de personnes dans notre pays. C'est à se demander si ces groupuscules n'auraient pas le champ libre pour développer leur projet accélérationniste<sup>7</sup>.*» Ainsi, alors que certain·es s'inquiètent d'un «grand remplacement» racial ou ethnique, thèses auxquelles sont biberonné·es nos actuel·les gouvernant·es, d'autres perçoivent un autre grand remplacement: celui de la biodiversité et des animaux sauvages (70 à 80% du vivant il y a 10 000 ans contre moins de 4% aujourd'hui). «*Rappelons encore que plus de 65% des Français·es pensent qu'un effondrement [écologique] est en cours, tandis que moins de 5% de la population partage les idées de l'extrême droite. Un déséquilibre médiatiquement orchestré, et qui aura des conséquences politiques lourdes dans les années qui viennent.*»

La véritable crise se situant autour de la possibilité d'une vie humaine sur notre planète, «*le seul procès qu'il y aurait lieu de convoquer dans cette affaire, ce serait celui de Lafarge et de la complicité du gouvernement français avec ces entreprises qui, à l'heure de l'urgence climatique, compromettent les conditions mêmes de la vie sur terre à la seule fin de maintenir leurs profits.*

*L'arsenal répressif déployé ces dernières semaines et mois montre assez ce à quoi ce gouvernement est prêt pour tenter d'étouffer un mouvement pourtant absolument vital pour la défense des terres et de l'eau.*»<sup>8</sup>

Les services de renseignement auront beau chercher à tout prix quelques «stratégues d'ultragauche» cachés dans une cabane au milieu de Notre-Dame-des-Landes, ces évidences de fond et cette détermination de la forme, sont les conséquences d'un regard partagé et perspicace sur l'époque et l'Histoire. L'enveloppe SLT peut bien disparaître, cela n'aura à peu près aucun impact sur ce qui est désormais acquis, c'est-à-dire du niveau de lucidité et de détermination atteint.

On glose beaucoup sur «l'éco-anxiété», cette nouvelle maladie du siècle qui toucherait plus de la moitié des jeunes Français·es. Par-delà cette psychologisation idiote, il n'existe que deux issues, l'impuissance et la dépression d'un côté, la construction d'une force joyeuse et collective de l'autre.

Quoi qu'il arrive, les opérations de désarmement se multiplieront.<sup>9</sup>

Lucile Dupont  
membre FCE - France

1. <https://lundi.am/Dissolution-des-Soulevements-de-la-Terre-5566>

2. Extrait de l'Appel international de soutien aux SDT à retrouver sur le club de *Médiapart*.

3. 600 militants d'ultradroite, dont la majorité dissimulait son visage et arborait des croix celtiques, ont défilé à Paris en hommage à Sébastien Deyzieu, un militant mort en 1994 suite à une course poursuite avec la police. Le gouvernement a réagi sous la pression, interdisant mollement a priori les rassemblements d'extrême droite, mais laissant aux préfetures le soin de décider au cas par cas...

4. Un entretien à retrouver en intégralité sur le site Radio Zinzine: <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8340>>.

5. Le Groupe Union Défense, organisation étudiante française d'extrême droite réputée pour ses actions violentes, et très active dans les années 1970, est un soutien affirmé du Rassemblement National depuis les années 1990. Il a été relancé dans les années 2010, et plusieurs de ses membres ont été condamné·es pour des agressions de militant·es d'extrême gauche, de personnes racisées et des appels à la violence contre des personnes homosexuelles.

6. L'*alt-right* ou la droite alternative américaine est un terme désignant une partie de l'extrême droite américaine qui rejette le conservatisme classique et milite pour le suprémacisme blanc, le sexisme, l'antisémitisme, le conspirationnisme, l'opposition à l'immigration et à l'intégration des immigrés et contre le féminisme et le multiculturalisme.

7. Il y aurait une guerre froide, raciale et ethnique en cours, et il faudrait accélérer l'avènement de cette guerre réelle, afin de pouvoir encore la gagner. La crainte étant qu'«immigré·es» et «gauchistes» finiraient, à terme, par être plus – trop – nombreux. Il s'agit du fameux «grand remplacement» contre lequel Eric Zemmour tente de nous mettre en garde.

8. Extrait du dernier communiqué des SDT, disponible sur de nombreux sites solidaires.

9. <<https://lundi.am/Dissolution-des-Soulevements-de-la-Terre-5566>>



# Fête des céréales dans la plaine de la Bekaa

Fin mai, nous étions quatre, issus de différentes coopératives Longo maï, à nous rendre chez des ami·es dans la plaine de la Bekaa; leur projet s'appelle *Buzuruna Juzuruna* – «Les graines sont nos racines»<sup>1</sup>. Fondé il y a six ans, une vingtaine de personnes, femmes et hommes, originaires du Liban, de Syrie et de France, y travaillent aujourd'hui.

Avec ses dix mille kilomètres carrés, le Liban couvre environ un quart de la superficie de la Suisse, mais est trois fois plus peuplé, avec 667 habitant·es au kilomètre carré.

## Petit rappel historique

Cette étroite bande de terre de 220 km de long, située sur la côte orientale de la Méditerranée entre Israël et la Syrie, était sous mandat français au même titre que la Syrie de 1919 à 1943, date à laquelle le Liban a décidé de son indépendance au suffrage universel. Puisque de nombreux prophètes sont apparus au Proche-Orient, le Liban compte de nombreux courants religieux différents. La Constitution stipule que les trois plus importants en nombre (selon un recensement de 1932), à savoir les chrétiens, les sunnites et les chiïtes, doivent être représenté·es à égalité dans le gouvernement.

Depuis sa création, le pays n'a connu que peu de périodes pacifiques et de nombreux Libanais·es ont quitté leur pays, devenu l'enjeu de différents intérêts internationaux au Proche-Orient.

Dans les années 1950, de nombreux Palestiniens ont fui vers le sud du Liban, jusqu'à ce que l'Organisation de Libération de la Palestine transfère sa structure de commandement de Palestine à Beyrouth en 1970 et commette de nombreux attentats contre Israël depuis le Liban. La présence des Palestiniens et les interventions militaires d'Israël ont placé le Liban face au choix entre la solidarité arabe et la solidarité occidentale et ont finalement conduit à la sanglante guerre civile libanaise de 1970, qui n'a pris fin qu'en 1989. De plus, Israël a envahi le Liban en 1982 avec des troupes terrestres dans le but d'expulser l'OLP du Liban. En août 1982, la direction de l'OLP a pris ses quartiers en Tunisie, mais environ 500.000 Palestiniens vivent encore aujourd'hui dans le pays. Ce n'est qu'en 1985 que l'armée israélienne s'est à nouveau retirée dans le sud du Liban, où elle contrôlait la population avec l'Armée du Liban Sud (ALS), créée par Israël. À cette époque, une grande partie de la population libanaise a fui le Sud-Liban, occupé jusqu'en 2020. Il reste

un mur de six mètres de haut qui sépare le sud du Liban des territoires palestiniens occupés.

La Syrie avait également des troupes stationnées en permanence au Liban depuis 1975 et n'a été contrainte de les retirer complètement du Liban qu'avec la Révolution du Cèdre<sup>2</sup> en 2005. Peu après, la répression militaire du mouvement de protestation en Syrie a entraîné un flux continu de réfugié·es vers les pays voisins. En mars 2013, il y avait déjà officiellement près de 700.000 réfugié·es syrien·es au Liban; aujourd'hui, leur nombre est estimé à 1,5 million. Il n'existe pas de chiffres officiels, car le gouvernement n'a pas enregistré les personnes qui ont fui et n'a pas non plus créé de camps de réfugié·es officiels.

La douloureuse et sanglante histoire de ce petit pays a conduit à la désintégration totale des structures étatiques, mais l'armée, financée par les États-Unis et qui a installé des points de contrôle sur de nombreuses routes importantes, semble être la dernière structure étatique encore en fonction. De ce fait, les structures religieuses ont retrouvé une influence beaucoup plus importante dans la société. Chaque communauté religieuse a son propre «gouvernement» et sa propre «justice», sans compter que les communautés religieuses sont de grands propriétaires fonciers.

## Dépendance aux importations de céréales

Au-delà de la côte méditerranéenne, le pays s'élève jusqu'aux montagnes déchiquetées du Liban à une altitude de 1500 à 2500 mètres, puis redescend vers la plaine de la Bekaa, située à environ 1000 mètres d'altitude, à l'origine marécageuse et aujourd'hui fertile. Celle-ci est à son tour délimitée à l'Est par une chaîne de montagnes qui s'élève à plus de 3000 mètres dans le sud avec le massif *Hermion* et qui forme sur toute sa longueur la frontière avec la Syrie et, au Sud, avec Israël et les territoires palestiniens occupés par Israël.

La plaine de la Bekaa est comme une oasis; elle est alimentée en eau par les montagnes, tandis qu'à l'Est, une vaste zone de steppes et de désert s'étend de la Syrie à l'Irak. On pourrait y produire beaucoup de choses nécessaires à l'approvisionnement alimentaire

de la population. Pourtant, jusqu'à l'attaque russe contre l'Ukraine, le Liban importait la majeure partie de ses céréales d'un des deux pays. Ensuite, les prix des céréales ont explosé parce que les céréales en provenance des États-Unis ou du Canada sont beaucoup plus chères et parce que les négociants en céréales ont profité sans vergogne de la situation.

Le port de Beyrouth, crucial pour les importations, est toujours en grande partie détruit par la force de l'explosion d'un hangar avec 2750 tonnes de nitrate d'ammonium, qui a fait plus de 200 morts et plus de 6000 blessé·es graves. Le pays est en faillite, l'argent ne vaut plus rien. (1 dollar équivaut à 100.000 livres libanaises). Le prix du pain a été subventionné pendant un certain temps par la Banque mondiale pour calmer la révolte de la population. Quoi de plus logique que de reconstruire une large autosuffisance avec ses propres céréales.

Mais construire quelque chose au Liban n'est pas très facile. Trop de gens sont occupés à survivre au quotidien, l'improvisation d'un jour à l'autre ne laisse pas beaucoup de place aux projets.

## Une lueur d'espoir

L'idée de célébrer ici une fête des céréales est née de l'utopie d'un groupe qui n'a pas renoncé à croire en un développement pacifique.

*Buzuruna Juzuruna* (BJ) est le premier projet au Liban dans lequel des semences paysannes de légumes, de céréales et de fleurs sont produites – une banque de semences désormais assez importante en est la base. Le groupe donne des cours d'agroécologie, offre des graines et des plants aux réfugié·es et vit une utopie politique de compréhension sans frontières. «*Nehua istiglaliya elfellahin*» est le nom d'un recueil de textes qu'elle a publié en arabe – la voie vers une autonomie paysanne.

BJ a commencé à chercher des variétés de céréales adaptées au climat et a créé un jardin de multiplication avec de nombreuses variétés anciennes. Il s'agit de variétés qui n'ont pas été sélectionnées pour obtenir les meilleurs rendements possibles et qui ont été cultivées à une époque où les engrais chimiques et les pulvérisations n'étaient pas encore considérés comme les facteurs les plus importants dans la culture des céréales. Ces variétés ne sont plus vendues aujourd'hui dans le commerce, mais ont été en partie préservées en France par le réseau des «paysans boulangers» ou proviennent des stocks des banques de gènes européennes. Par exemple, d'anciennes variétés de céréales provenant de la banque de gènes allemande, que Longo maï a conservées et cultivées depuis des années à la ferme Ulenkrug dans le Mecklembourg, s'épanouissent désormais en retrouvant leur terroir d'origine au Proche-Orient.

Mais pour pouvoir faire du pain, il faut plus qu'un simple jardin de conservation. Or, la plupart des terres de la plaine de la Bekaa appartiennent à de grands propriétaires terriens qui ne sont pas prêts à les vendre. Ici aussi, les terres agricoles servent davantage de placement financier sûr qu'à l'autosuffisance pour la population. Entre-temps, BJ a obtenu des contrats de location à court terme pour quelques hectares de terre, afin d'obtenir de plus grandes quantités de semences et de tester les différences entre les différentes variétés lors des premiers essais de cuisson.

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ....N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: ..... Adresse: .....

Pays: ..... Profession/Organisation: .....

Téléphone: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40\_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Ce n'est que l'année dernière qu'un des propriétaires fonciers s'est intéressé au projet et a loué 12 hectares de terres fertiles au groupe, d'abord pour un an. Une trentaine de variétés de céréales, principalement du blé, quelques variétés d'avoine, d'orge et de seigle y ont été semées en alternance avec des lentilles, des pois chiches et des fèves, une diversité rarement vue et qui enthousiasme tous les visiteurs/trices.

La joie suscitée par la réussite des cultures était grande et le défi suivant a immédiatement été lancé: il faut plus d'agriculteurs et d'agricultrices qui cultivent des variétés anciennes, des meuniers et meunières qui moulent le blé et des boulangers et boulangères qui cuisent la farine. C'est pourquoi BJ a invité toutes ses amies, dont quelques petites boulangères, des paysans et des paysannes des environs, afin de discuter de qui peut et veut participer à la transformation régionale d'anciennes variétés de céréales.

Comme le Liban est un petit pays, l'initiative s'est vite répandue et une soixantaine de personnes sont venues de Beyrouth, du Sud et du Nord.

### Faire du pain

Les différents boulangères ont d'abord échangé et les différents pains ont été dégustés: le *tannour*, un pain plat cuit dans le four en argile, courant partout au Proche-Orient, et le pain *saj*, un pain plat cuit sans levure sur une demi-sphère aplatie, tout aussi répandu. Ces deux pains sont les plus courants et sont consommés à chaque repas. En outre, différentes boulangères proposaient des pains à la levure et au levain, tels qu'ils sont généralement consommés en Europe. Des pains qui sont cuits dans des moules ou façonnés et qui sont mangés en tranches. Par contre, la tentative de proposer également une baguette française a échoué. Pour le *tannour* ou le pain *saj*,

pas besoin de four sophistiqué, un simple four en argile chauffé au bois suffit. C'est ainsi que cinq femmes de la plaine de la Bekaa se sont associées pour cuire et distribuer gratuitement environ 60 pains par jour. En raison du prix élevé de l'énergie, elles sont passées du gaz au bois. Elles transforment les céréales locales et les font moudre et tamiser dans un «moulin à pierre tyrolien» installé dans la plaine de la Bekaa par l'association américaine *Green Mill*.

D'autres boulangeries, également intéressées par les anciennes variétés de blé, font du pain à l'euro péenne, mais elles ne touchent qu'une petite clientèle à Beyrouth. La grande boulangerie *Teffehe Bakery*, qui a été créée en tant que syndicat de boulangères et qui traitait environ 10 tonnes de farine par jour avant la crise, est également représentée par Anas. Les anciennes variétés de céréales ne sont toutefois pas adaptées à la préparation industrielle de la pâte, mais Anas trouve le projet d'autosuffisance locale très important, car il a constaté que la population démunie achète moins de pain depuis la crise du pain qu'avant.

L'après-midi, tout le monde se dirige vers le champ où BJ a cultivé les trente variétés de céréales. Sous une grande tente, les discussions se poursuivent. Ici, il est davantage question de l'importance des anciennes variétés pour les agriculteur/trices, compte tenu des prix élevés des semences hybrides, des engrais et des produits de pulvérisation importés. Le fait est qu'au Liban, de nombreuses terres agricoles sont encore en friche. En l'absence de statistiques publiques, il n'existe pas de chiffres fiables. Il n'y a pas non plus d'efforts de L'État pour renforcer le degré d'autosuffisance de la population. Un représentant de la grande minoterie industrielle *Bakalian* s'exprime avec condescendance sur la production locale de blé, qui serait mal nettoyée et stockée et n'atteindrait jamais les valeurs constantes du blé importé.

Sa conclusion est la suivante: nous préférons le blé importé. Bien entendu, les agriculteur/trices se sont disputés avec lui, ce qui a mis en évidence le défi de l'autosuffisance en céréales. L'entreprise *Bakalian* exploite également de grands moulins au Togo et au Ghana et ne semble pas être un partenaire pour le développement local.

Lors de la visite des champs, beaucoup sont enthousiastes. Alors que tous les champs de blé des environs sont arrosés artificiellement, ici, les anciennes variétés de céréales sont hautes et fermes, sans arrosage ni engrais artificiel. Plusieurs agriculteurs et agricultrices font part de leur intérêt pour obtenir des semences de ces variétés l'année prochaine. Apparemment satisfait du résultat, le propriétaire du champ a promis de laisser les terres à BJ dans les années à venir. Reste à savoir à quel prix.

### Vivre avec l'incertitude

Que va-t-il se passer avec les réfugié·es syrien·es? Déjà, des unités militaires pénètrent ici et là dans les camps de réfugié·es, soit uniquement pour intimider les gens, soit pour en expulser quelques-un·es vers la Syrie à titre d'exemple. Des politiciens irresponsables blâment les migrant·es pour la crise économique, Bachar al Assad veut rétablir des relations amicales avec le Liban et promet de «résoudre le problème des réfugié·es».

Ce ne sont pas de bons signes, mais les exemples concrets de développement local et d'aide mutuelle sont d'autant plus un espoir auquel il vaut la peine de s'accrocher.

Jürgen Holzhpfel  
membre Longo maï - Allemagne

1. Voir aussi Archipel n° 319, «*Sur les cendres du système*».
2. La révolution du cèdre est le nom donné à la série de manifestations de la société civile au Liban, principalement à Beyrouth, déclenchée par un attentat meurtrier contre l'ancien Premier ministre libanais Rafiq al-Hariri le 14 février 2005.



Visite de la collection de blés semés pour la reproduction avec des personnes du projet Buzuruna Juzuruna

# Le vol de semences – tout à fait légal?

En Autriche, ancien pays modèle en matière de protection de l'environnement et de la biodiversité, la biopiraterie passe inaperçue aux yeux du public. L'UE va-t-elle désormais adopter ce modèle?

«Les êtres humains ont le droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre les semences ou le matériel de reproduction qu'ils ont obtenus par l'agriculture». Cette phrase figure dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysannes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP, son acronyme anglais). La Déclaration des Nations unies a été adoptée en 2018.

Le mouvement mondial *Via Campesina*, qui regroupe plus de 200 millions de petits paysannes, de sans-terre, de communautés indigènes et de travailleuses agricoles, s'est battu pendant des années pour obtenir cette déclaration. Les États membres de l'ONU sont tenus d'ancrer ces droits dans leurs législations nationales. Qu'en est-il de la mise en œuvre?

Grâce à un travail non rémunéré, les êtres humains ont créé pendant des siècles la diversité des plantes cultivées. Elle n'appartient à personne, tout le monde devrait pouvoir l'utiliser. Le pommier sauvage est originaire de la région de l'actuel Kazakhstan. Le vent, les animaux et les nomades ont répandu ses graines. Le hasard, la multiplication et la sélection ont donné naissance à des centaines de variétés de pommes adaptées au climat d'une région, avec des différences de goût, de teneur en nutriments, d'aspect et de capacité de conservation. Nous pouvons nous régaler des pommes de différentes variétés, avec peu d'énergie stockées dans une bonne cave, de juillet à mi-mai. Cette diversité se retrouve également dans les variétés de légumes, d'herbes et de céréales. Les variétés à haut rendement, l'industrialisation de l'agriculture et la législation qui en découle ont décimé la diversité variétale. Dans le monde, 95 % des variétés cultivées ont déjà été irrémédiablement perdues.

## Que signifie la biodiversité?

La diversité variétale, les différents écosystèmes, la diversité des sites et la diversité génétique au sein d'une variété constituent la biodiversité. Sa conservation professionnelle n'est possible que *in situ*, c'est-à-dire en fonction du lieu et en cultivant le plus grand nombre possible de porte-graines. Dans les archives de semences et les banques de gènes, les variétés sont cultivées en petites quantités et à de grands intervalles de temps. Cela réduit la diversité génétique de la variété, sa vitalité et sa capacité d'adaptation à des conditions environnementales changeantes. Une conservation vivante de la diversité n'est possible que si elle a lieu à grande échelle dans différents lieux, avec un échange entre les lieux.

## La conservation a besoin de conservateurs

Pour la conservation des variétés restantes, nous ne pouvons pas nous passer d'un réseau actif de personnes engagées qui effectuent un travail de conservation de manière autonome dans leurs champs et leurs jardins. Étant donné qu'en Autriche, de nombreux conservateur/trices ne voient plus leurs intérêts représentés

par les organisations existantes, certaines ont créé en 2019 l'initiative *Unverblümt*<sup>1</sup> afin de s'organiser ensemble, par exemple en ce qui concerne l'obligation du passeport phytosanitaire de l'UE ou la réglementation du commerce des semences. L'initiative a déjà obtenu des résultats: le ministère autrichien de l'agriculture a réinterprété le règlement sur la santé des plantes. La nouvelle disposition prévoyant l'obligation d'obtenir un passeport phytosanitaire, qui ne permettrait la transmission de semences qu'après une procédure de reconnaissance coûteuse, semble pour l'instant avoir été écartée par les conservateur/trices. Leurs revendications :

- Les semences sont un bien commun et chacun·e peut tout cultiver. Toute semence peut devenir une semence de conservation si les conservateur/trices la multiplient pour développer la biodiversité.
- Les conservateur/trices et tous ceux et celles qui effectuent un travail de conservation peuvent transmettre et vendre leurs semences.
- Les semences destinées au réseau de conservation ne doivent jamais être perdues en raison de revendications de propriété individuelles.

## Sweet Chocolate et Shintokiwa

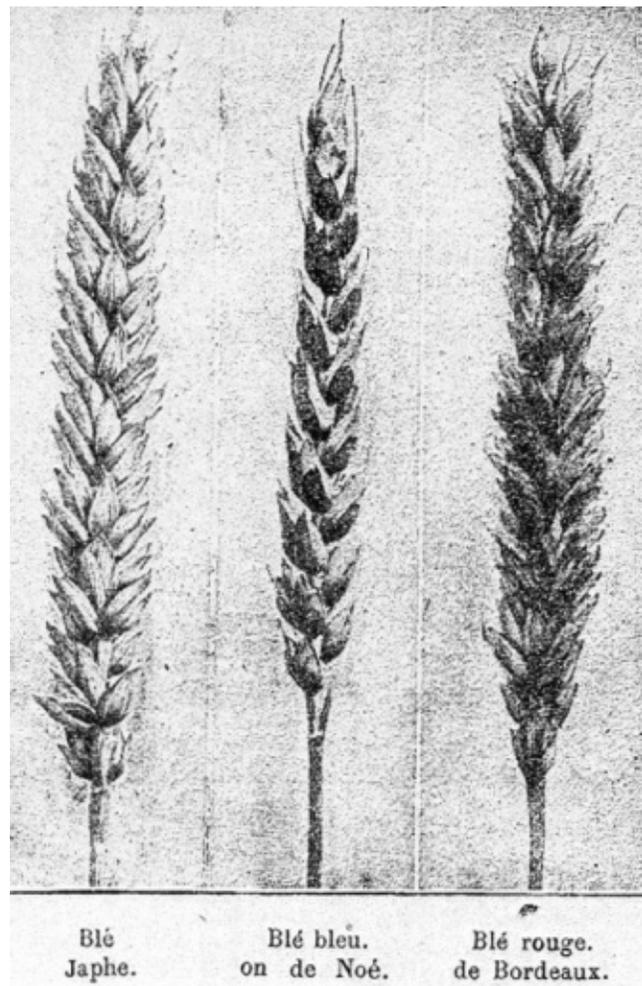
Mais la privatisation des semences issues des réseaux de semences progresse largement à l'insu du public. Les variétés libres ou de diversité sont considérées par la loi comme des ressources génétiques, les conservateur/trices peuvent les transmettre et les vendre.

Cependant, si une entreprise inscrit une telle variété comme variété commerciale de l'UE, celle-ci perd son statut de ressource génétique et celles et ceux qui ont empêché toutes ces variétés de disparaître perdent leurs droits. *Unverblümt* s'oppose actuellement à deux autorisations de variétés: l'éminente entreprise de semences biologiques *Reinsaat* a inscrit le poivron *Sweet Chocolate* et le concombre *Shintokiwa* en tant qu'obtention propre. Dès qu'une variété a été déposée pour autorisation quelque part, sa diffusion est interdite dans toute l'UE.

La course aux ressources génétiques bat son plein. Les entreprises de sélection s'emparent des diverses variétés restantes afin de réaliser des bénéfices. Ces variétés sont un bien commun mais elles ne sont pas protégées juridiquement, elles sont pour ainsi dire hors-la-loi. Elles peuvent disparaître des manuels numériques des variétés, nous perdons les preuves. C'est pourquoi l'abécédaire des variétés de *Unverblümt* a été publié pour la première fois cette année sous forme imprimée en tant que documentation sur les anciens droits, afin de protéger les variétés de l'appropriation par les entreprises.

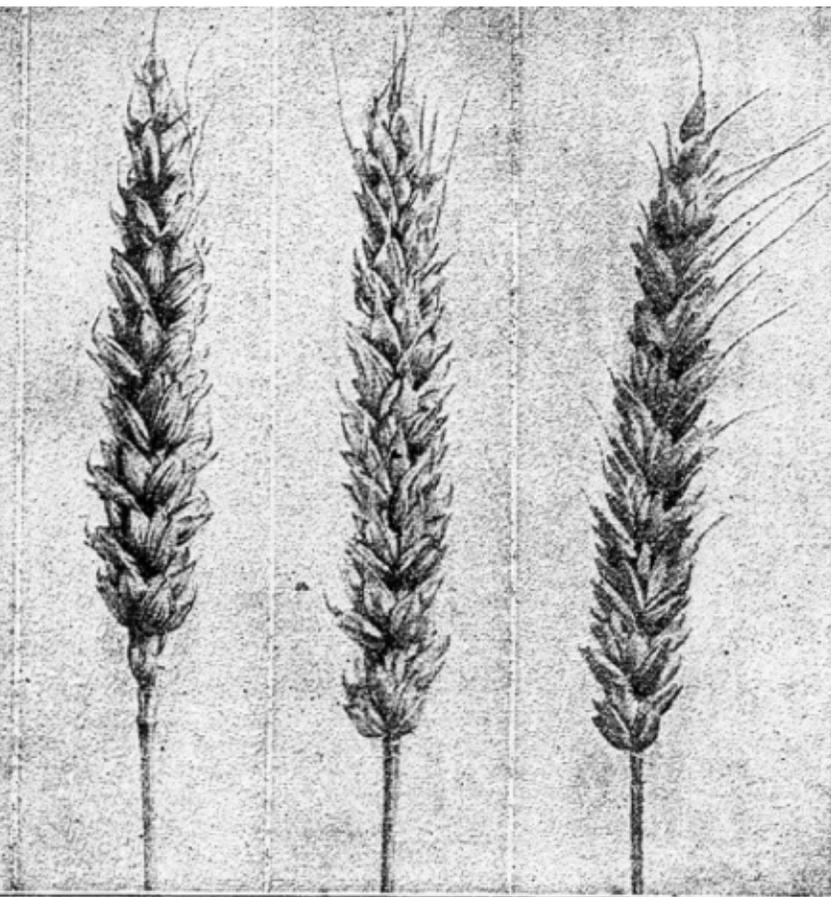
## Que se passe-t-il au niveau de l'UE?

La Commission européenne travaille actuellement sur un projet de révision du règlement sur la commercialisation des semences. Ce tra-



vail est effectué par la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (DG Sante). Lorsque la Commission avait présenté un projet d'amendement en 2011, quelques esprits critiques étaient déjà dans les *starting-blocks*. Le projet, intitulé *Better Regulation*, était surtout favorable à l'industrie semencière. Pour les petits paysannes et les défenseuses de la diversité, rien ne s'est amélioré et leur marge de manœuvre devrait encore être réduite. La Campagne des semences, Longo maï et Arche de Noé étaient convaincues qu'il fallait empêcher la *Better Regulation*. En Autriche, nous avons réussi à faire venir l'organisation environnementale *Global 2000 (Friends of the Earth)*, qui a une grande expérience du travail de campagne. Il en a résulté une campagne européenne contre le projet de la Commission qui a rencontré un grand succès: le Parlement européen a rejeté *Better Regulation* en février 2014 à une majorité écrasante. Ensuite, le silence s'est fait autour de la nouvelle réglementation de l'UE sur la circulation des semences.

Certaines organisations de conservation de la diversité des plantes cultivées ont changé d'orientation dans les années qui ont suivi. Dans le journal d'*Euroseed* de septembre 2021, Magdalena Prieler (Arche de Noé, A) et François Meienberg (Pro Specie Rarac, CH) écrivent dans l'article «*How to Promote Agrobiodiversity and Sustainable Agroecosystems*» qu'ils sont tout à fait favorables aux critères DUS. DUS signifie Distinct, Uniform et Stable. Toutes les variétés inscrites pour le commerce doivent répondre à ces critères. Or, les variétés diversifiées non enregistrées ne sont ni uniformes ni stables. Elles se caractérisent justement par des expressions multiples au sein d'une même variété. Cette affirmation et la reproduction de l'article par *Euroseed*, l'organisation de lobbying des groupes semenciers, nous ont laissés perplexes: en effet, une



Blé du Bon fermier. Blé hâtif inversable. Blé de Saumur ou gris de Saint Laud.

Différentes variétés populations de blé. Source : Extrait de Delwarck M. (1921) Agriculture Générale

procédure d'autorisation facilitée des variétés diversifiées facilite leur privatisation.

Le nouveau projet attendu de règlement européen sur la commercialisation des semences n'était pas encore publié au moment de la clôture de la rédaction. Il semblerait qu'à Bruxelles, on ne veuille pas, comme en 2011, déclencher un vaste débat au sein de la société civile et qu'on préfère se mettre d'accord à huis clos avant la publication. Beaucoup de choses ont changé: les plantes dotées de gènes de résistance à la sécheresse gagnent en importance face à la sécheresse qui s'étend. Les entreprises flairent le profit. Les variétés de conservation et leurs gènes, longtemps considérées avec mépris comme des variétés anciennes non rentables, intéressent soudain les entreprises semencières en raison de leurs

multiples propriétés.

Arche de Noé demande un accès facilité au marché pour les semences qui s'écartent des normes industrielles. Comme nous le savons, cette revendication suppose en Autriche un pillage des semences. Il se trouve que le directeur d'*Euroseed* est autrichien. Un membre de *Via Campesina* qui participe aux réunions de la DG Sante, où sont également représentées certaines organisations de la société civile, rapporte que le modèle autrichien est très bien accueilli par la Commission européenne. Nous attendons un projet de la DG Sante en ce sens.

Nous avons appris ceci: les droits ne sont pas des exceptions!

Les détenteur/trices de semences évoluent dans une niche en dehors des lois sur les semences. Leurs semences se trouvent pourtant dans le champ d'application de ces lois. Les conservateur/trices ne sont pas protégés et peuvent perdre l'accès à leurs semences.

Les exemples de *Sweet Chocolate* et de *Shintokiwa* nous donnent l'occasion de faire valoir les droits paysans inscrits dans la Déclaration de l'UNDROP.

Le droit aux semences est un droit humain.

Heike Schiebeck, Unverblümt,  
FCE Autriche

1. *Unverblümt*, sans floritures, franchement

Plus d'informations sur *Unverblümt* <[www.archemitzukunft.net](http://www.archemitzukunft.net)>

## UKRAINE/ENVIRONNEMENT

# Contre l'écocide organisé par Poutine et contre l'impunité

**Cet article a été écrit quelques jours après la destruction par la Russie du barrage de Nova Kakhovka, le 6 juin dernier, mais les conséquences vont s'en faire sentir pour encore longtemps. Comme celles d'une explosion délibérée de la centrale de Zaporijjia, contre laquelle l'Ukraine met en garde depuis des semaines, apparemment en vain.**

La Fédération de Russie a, dans la nuit du 5 au 6 juin 2023, commis un nouvel acte d'écocide en Ukraine en faisant exploser la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka. Il s'agit de la plus grande catastrophe d'origine humaine survenue en Europe au cours des cinquante dernières années. Elle a des conséquences pour l'Ukraine, pour l'Europe, pour le monde. Cet écocide dû à une guerre est dans la continuité de celui provoqué par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam qui déversa au-dessus des forêts vietnamiennes un puissant défoliant chimique: l'agent orange. Ce crime, en provoquant des ravages humains et environnementaux durables, a permis la définition de l'écocide «*le fait, en exécution d'une action concertée tendant à la destruction totale ou partielle d'un écosystème, en temps de paix comme en temps de guerre, de porter atteinte de façon grave et durable à l'environnement et aux conditions d'existence d'une population*». C'est ce qui s'est passé avec la destruction du barrage de Nova Kakhovka.

Long de 240 kilomètres, le réservoir attenant à ce barrage contenait plus de 18 milliards de tonnes d'eau. Sa rupture a pour conséquence première l'inondation qui fait disparaître des dizaines de villages sur les deux rives du Dniepr, la mort de centaines d'habitantes et l'évacuation de dizaines de milliers d'autres. Les mines dispersées et non encore explosées mettent les secours en danger un peu partout. Un à deux millions de personnes sont durablement privées d'eau potable et d'électricité. Le brassage des égouts et des cimetières s'ajoute à l'inondation pour créer le risque probable d'épidémies (choléra, dysenteries...) et ajoute au désastre écologique, une catastrophe sanitaire. Les associations environnementales ukrainiennes dénoncent cet écocide comme «*la pire catastrophe environnementale en Europe depuis Tchernobyl*».

Cet écocide est un crime contre la biodiversité. Alors que l'Ukraine concentre 35% de la flore et de la faune européenne, les combats ont bouleversé les écosystèmes du pays. L'attaque contre le barrage contribue à l'extinction

de la faune aquatique et terrestre. La première conséquence, liée au déversement des 18 milliards de tonnes d'eau que retenait le barrage, fera subir au Dniepr, quatrième fleuve le plus long d'Europe, une grave perturbation de ses écosystèmes jusqu'aux zones côtières de la mer Noire. Elle est aggravée par la pollution chimique massive: 150 tonnes et potentiellement 300 tonnes d'huile de machine provenant d'une usine attenante au barrage se déversent ainsi que les silos et dépôts d'engrais et de pesticides; des sels de métaux lourds et des dépôts radioactifs sont brassés. Le tout va ensuite polluer la mer Noire, cependant que l'assèchement progressif de la zone inondée et du fond du barrage risque de former une sorte de désert, le tout dans le contexte du réchauffement global.

Les effets de la destruction de ce barrage pourraient s'étendre sur 5000 kilomètres carrés. En amont, des écosystèmes aquatiques entiers pourraient être privés d'eau et disparaître. Des milliers de poissons ont été retrouvés, morts, sur le fond asséché du réservoir. Au total, quarante-trois espèces de poissons pourraient être privées de leur habitat. Les plantes aquatiques, hirondelles et canards morillons qui vivaient dans le réservoir pourraient également périr. En aval, 48 zones protégées – dont trois parcs nationaux notamment la réserve de biosphère de la mer Noire classée à l'Unesco, sont directement menacés – pourraient être détruites par les inondations.

Cet écocide met en danger la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijjia. La plus grande centrale nucléaire d'Europe, la ZNPP située à Zaporijjia, utilise l'eau du réservoir de Kakhovka pour refroidir les réacteurs. Le

niveau d'eau nécessaire à la centrale diminue très rapidement, ce qui constitue une menace potentielle pour cette centrale, avec les conséquences que cela implique pour l'ensemble du continent européen. Située en amont du barrage, la retenue d'eau formée par le barrage de Nova Kakhovka représente jusqu'à présent la principale source de refroidissement de cette installation nucléaire; si le niveau du réservoir passe sous la barre de 12,7 mètres, l'eau qu'elle contient ne pourra plus être pompée pour refroidir l'installation. Le tarissement à moyen terme de l'eau de refroidissement de la centrale nucléaire occupée met en danger les installations déjà minées par les forces russes.

Cet écocide est un crime humanitaire contre le peuple ukrainien et contre les peuples du Sud. L'Ukraine est l'un des principaux pourvoyeurs mondiaux de céréales. La récolte céréalière 2024 des régions environnantes est gravement compromise avec des effets mondiaux. Les silos de grains sont sous l'eau. Le barrage de Kakhovka est aussi utilisé pour fournir de l'eau potable et l'irrigation pour la partie méridionale de l'Ukraine, déjà l'une des plus sèches du pays. Sa destruction constitue donc un risque majeur pour l'alimentation en eau de millions de personnes. Des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles seront privées d'eau, ce qui pourrait entraîner une catastrophe humanitaire et menacer la sécurité alimentaire du pays. Depuis le début de la guerre et le bouleversement des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'accès à une alimentation de base devient extrêmement compliqué dans plusieurs régions du monde, surtout au Sud. La Russie et l'Ukraine représentent 30% des exportations de blé. Depuis la guerre, les prix explosent et les produits disparaissent des étals. Les dommages concerneront l'agriculture et l'élevage, laissant craindre un désastre humanitaire.

La guerre d'agression coloniale de la Russie de Poutine contre l'Ukraine est aussi un écocide. Des enquêteurs spécialisés ont déjà recensé plus de 23.000 atteintes à l'environnement liées aux combats. La destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka s'ajoute à la liste déjà longue des désastres humains et écologiques provoqués par la guerre en Ukraine. L'invasion russe, qui a causé la mort de milliers de civil·es, a également ravagé la nature. Depuis février 2022, 300 millions de mètres carrés de terres ukrainiennes ont été pollués, plus de 1000 feux de forêt ont été déclenchés, et 3 millions d'hectares de bois endommagés. Depuis plus d'un an, la guerre en Ukraine fait des ravages sur l'environnement et la biodiversité. Forêts rasées, terres agricoles minées, eaux contaminées, faune menacée... Selon le PNUE, l'autorité environnementale des Nations unies, ces destructions ont engendré une augmentation de la pollution atmosphérique et une contamination «*potentiellement grave*» des eaux souterraines et de surface.

Face à cette écologie de guerre menée par les troupes de Poutine nous sommes indigné·es de l'absence de réaction ou des réactions à la fois équivoques et lentes quant à l'aide urgente à apporter de la majeure partie des dirigeants internationaux. De telles actions ne peuvent rester impunies! L'impunité encourage le régime du Kremlin à commettre de nouveaux crimes de guerre, écocides et génocides en Ukraine et dans d'autres pays.

Nous affirmons notre solidarité avec les populations d'Ukraine victimes du crime de guerre, crime contre l'humanité, que constitue la destruction partielle du barrage de Nova Kakhovka sur le Dniepr et nous appelons à manifester contre cet écocide.

Nous appelons l'ONU, la Croix-Rouge et les ONG humanitaires à sortir de l'inaction coupable et à exiger immédiatement le libre accès à la rive gauche du Dniepr occupé où le

pire est à craindre pour les habitants·es. Nous appelons toutes les forces se voulant attachées à l'émancipation humaine et à la défense de la terre, à apporter immédiatement leur solidarité morale et matérielle en relation avec les organisations de la société civile, les associations écologistes ukrainiennes et les syndicats ukrainiens.

Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

HAUT-PARLEUR

## Terres et communs : Rencontres des luttes paysannes et rurales

**Du 26 août au 3 septembre 2023, nous vous invitons à rejoindre les Rencontres transnationales des luttes paysannes et rurales qui se tiendront près de Bure (Meuse, France), là où l'industrie nucléaire française veut construire la poubelle nucléaire géante dénommée Cigéo. Nous prévoyons un grand campement autogéré pour renforcer les liens et l'organisation entre un maximum de militant·es des luttes agricoles et rurales, d'ici ou d'ailleurs.**

À la fin de l'été 2023 se tiendra un événement de rencontres et de lutte sur la thématique des résistances paysannes ici et à travers le monde, avec échange et réseautage autour de diverses batailles des plaines, des montagnes et des forêts opposées à la dévastation du vivant. À l'heure où le désastre environnemental et culturel s'affiche au grand jour, il est grand temps de contrer la résignation face au système néolibéral et colonial et faire naître des pratiques d'autonomie combatives et collectives en milieu rural ici et ailleurs. Nous invitons toutes celles et ceux qui s'intéressent à la défense de la terre et à la constitution de communs, car ces enjeux nous concernent tou·tes. Cet appel s'adresse spécialement à celles et ceux qui défendent le vivant et/ou vivent de la terre et se battent, tout en dessinant des alternatives et horizons rebelles, opposé·es à l'industrialisation, qu'elle soit agraire ou autre.

Notre idée est de créer à la fois un temps d'échange mais également de mobiliser dans les environs du projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo en Lorraine, là où nous vivons, travaillons et bataillons afin de dessiner un avenir désirable dans une campagne vivante. L'accaparement des terres, les expropriations qui menacent et l'impact irréversible de la décharge nucléaire projetée doivent être contrés avec tous nos moyens. Nous voulons organiser avec vous un grand campement autogéré, par lequel, à travers conférences, débats, échanges d'expériences, fêtes et ateliers, on pourra vivre un moment fort qui allie partage de savoirs et savoir-faire.

Le modèle de croissance capitaliste aura mis moins d'un siècle à engendrer un chaos climatique et environnemental sans précédent. Tandis que les inondations et la désertification de paysages entiers s'accroissent, qu'un grand nombre de personnes sont forcées de fuir leurs régions d'origine, que les guerres autour des ressources s'intensifient, que les pandémies s'enchaînent et que les famines se déchaînent dans les pays du Sud, l'Occident continue

de miser sur un productivisme néolibéral dévastateur qui reste la cause principale de ces désastres. À nos yeux l'histoire a montré que ce sont les paysannes et paysans et les luttes rurales qui ont ouvert la voie aux changements radicaux s'opposant au monopole du pouvoir des métropoles.

Aussi, lors de ces rencontres, il nous semble essentiel d'aborder les questions d'autonomie alimentaire, de semences paysannes, d'accaparement des terres, de parler des modèles sociaux et économiques qui s'inventent, à contre-courant du dogme de la croissance, d'organisations collectives des travailleur·euses de la terre, de leurs conditions et spécifiquement de celles des travailleur·euses migrant·es, d'émancipation féministe dans nos luttes et dans le contexte agricole, d'exploitation animale, de systèmes de production agroécologiques d'avenir qui pensent le changement climatique, d'accès à l'eau et bien d'autres sujets à définir collectivement. C'est en se rencontrant et en échangeant à propos de nos pratiques que nous voulons faire naître de nouvelles structures et liens combatifs, qui feront fleurir notre solidarité et avancer la cause des luttes paysannes et rurales.

Nous vous invitons à bloquer cette date dès à présent et à venir nombreux·ses aux rencontres de la fin août 2023, afin de débattre, bâtir et cultiver dans le contexte de l'opposition à la poubelle nucléaire de Bure qui menace l'avenir de la région et au-delà. Au moment où l'État nucléocrate s'apprête à exproprier et à chasser des habitant·es, riverain·es et des opposant·es locales au nucléaire, nous voulons montrer que nous restons déterminé·es à lutter avec toutes nos forces.

La résistance est fertile!

Luttons pour le vivant, ici et maintenant!

L'équipe d'organisation

Plus des infos sur: <<https://pr-camp.org/>>.

Vous pouvez aider à financer les rencontres en participant à notre appel à dons disponible sur la plateforme Hello Asso: <<https://rb.gy/800jy>>.

# Une semaine à Istanbul

Peu avant les élections en Turquie, je me suis rendue à Istanbul où j'ai passé une semaine extraordinairement intense, riche en rencontres et en expériences. J'aimerais vous faire part de quelques-unes de mes impressions sur cette ville, ses habitants et les mouvements sociaux qui s'y déroulent.

Onur, un ami de Kiraz, est engagé dans la résistance contre la construction de gigantesques bassins de rétention d'eau qui empoisonnent l'environnement, détruisent des villages entiers, chassent les gens qui y vivent depuis des générations et les rendent malades. Avec son équipe, il informe par des vidéos sur des mégaprojets destructeurs. L'un d'entre eux est une immense installation géothermique qui rejette des métaux toxiques et cancérigènes. Une collègue d'Onur écrira un article à ce sujet pour Archipel dans les prochains mois<sup>1</sup>.

Nous avons également visité la cité islamiste qu'Erdoğan a fait construire il y a quelques années au nord-ouest d'Istanbul: un ghetto moderne avec des écoles islamistes, des internats pour femmes qui ressemblent à des prisons, un magasin d'accessoires pour le mariage après l'autre. L'ambition d'Erdoğan est de construire des cités islamistes propres dans les quartiers périphériques, avec des espaces verts artificiels en bandes étroites («le paysage» comme on les appelle ironiquement), de larges trottoirs et tous les commerces nécessaires. Le mieux serait que les gens qui y vivent ne viennent plus du tout dans la vieille ville, qui doit rester libre pour le tourisme. Et comme il faut près d'une heure de métro pour se rendre dans ces cités (oui, Istanbul est immense!), la probabilité que les habitant·es restent dans leurs ghettos et continuent à voter sagement pour «leur» président est assez grande.

Aujourd'hui, nous sommes le 15 mai – un jour après les élections. Le résultat est une grande déception pour beaucoup. Des millions de personnes se sont mobilisées pour obtenir un changement. Mais le pouvoir absolu d'Erdoğan, qui a réussi une fois de plus à gagner la moitié de la population turque à coup de répression, d'incitation à la peur et de promesses de sécurité et de stabilité, a été confirmé par ces élections après 20 ans de règne. Beaucoup ne se rendent pas compte que ce politicien marche sur des cadavres pour conserver son pouvoir.

## Journalisme, liberté d'expression

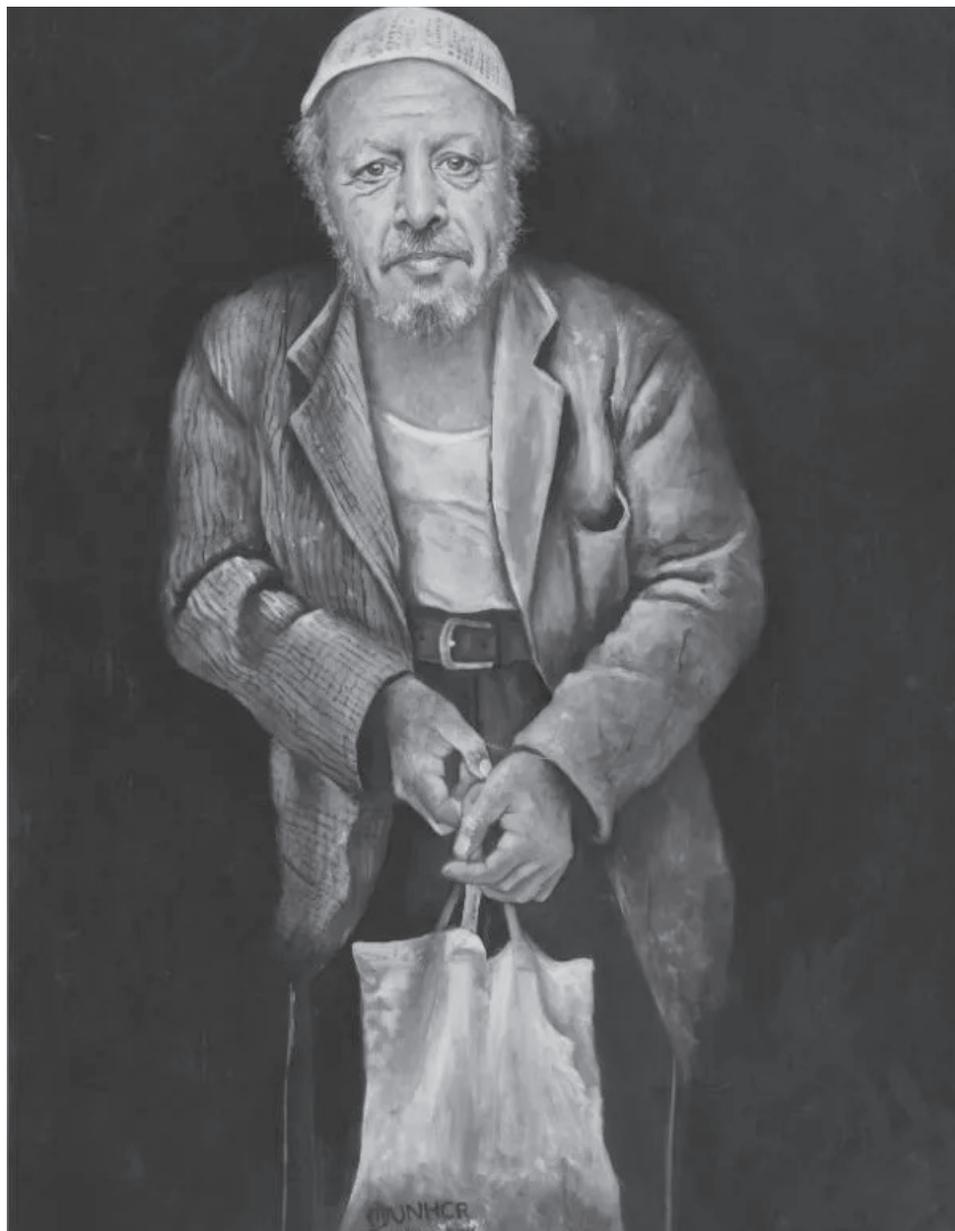
Nous avons également rencontré Erol Onderoglu. Il fait partie de «Reporters sans frontières» et est l'un des cofondateurs de la plateforme de journalistes de gauche *Bianet*. Malgré une semaine préélectorale très tendue, il s'est libéré une heure pour répondre à nos questions. Il est essentiel de savoir que la pression sur les journalistes est toujours très forte. Certain·es journalistes ont été arrêté·es. «Deux journalistes kurdes ont été emprisonnés avant-hier», nous raconte Erol. Presque tous les médias publics sont aux mains d'Erdoğan, mais cela ne signifie pas que toute la population turque se laisse abreuver par ces médias. Ici, les gens ont trouvé d'autres moyens d'informer et de s'informer. Mais la population est profondément divisée, justement à cause de cette manipulation permanente et de l'absence de liberté d'expression.

J'ai ensuite rencontré Asli Odman. Elle est membre de la coordination «Universitaires pour la paix», qui a vu le jour en janvier 2016 suite à la répression accrue du gouvernement turc dans les régions kurdes. Après que cette coordination a fait circuler une pétition intitulée «Nous ne ferons pas partie du crime», les signataires ont été systématiquement attaqué·es. 498 ont perdu leur emploi en très peu de temps. Nombre d'entre elles et eux n'ont toujours pas été autorisé·es à retourner à l'université. Asli estime qu'elle a eu de la chance qu'aucun procès n'ait été intenté contre elle et d'avoir pu à nouveau enseigner à l'université. En plus de son travail et de sa famille, elle se rend régulièrement au palais de justice pour suivre les procès des prisonnier·es incarcéré·es depuis la révolte de Gezi. En outre, depuis le terrible tremblement de terre début février, elle se rend souvent à Hatay et Adana. Comme beaucoup d'autres, elle a tout de suite voulu apporter son aide. Elle s'est d'abord enga-

gée comme interprète, puis dans les hôpitaux de campagne. «Ici, je pouvais au moins faire quelque chose de concret pour les blessé·es. Traduire d'une langue à l'autre les récits des personnes choquées, blessées, traumatisées, et ne rien pouvoir faire, c'était pire pour moi que de soigner les blessé·es». Et aujourd'hui, elle tente, avec d'autres, d'empêcher que tous les gravats des maisons détruites, truffés d'amiante et d'autres matériaux toxiques, soient simplement déversés dans les rivières et la mer. La prochaine catastrophe est imminente, et elle est écologique.

## La force des femmes

Dans mon rapport, je n'ai malheureusement pas du tout parlé du mouvement des femmes, très important ici, ni de la forte communauté Lgbtqia+. Dans un pays où les féminicides et les violences domestiques à l'encontre des femmes sont monnaie courante (un féminicide/jour en moyenne) et où la justice fait souvent preuve de clémence à l'égard des auteurs, l'affirmation de soi et la résistance des femmes sont vitales. Erdoğan a fait en sorte que la Turquie retire sa signature de la Convention d'Istanbul, qui avait été adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 7 avril 2011. Cette première convention internationale visant à prévenir et à combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique n'est manifeste-



Abdalla Al Omari, Erdoğan, huile et acrylique, 2014, in «The vulnerability series»

ment pas compatible avec les principes islam-conservateurs et patriarcaux du souverain.

Quoi qu'il en soit, nous continuerons, dans la mesure de nos moyens, à soutenir les personnes courageuses et engagées qui résistent depuis des années aux abus dans leur pays et qui luttent pour la liberté d'expression et d'action. Notre prochain rendez-vous à Istanbul aura lieu le 29 septembre, jour décisif<sup>2</sup> du procès de Pinar Selek.

Constanze Warta  
membre du FCE - France

1. Vous trouverez de nombreuses informations et photos sur <followtheriver.org>.

2. Voir «À Istanbul pour Pinar», de Nick Bell, Archipel N° 326, juin 2023.

## La tentative de coup d'État

Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, une tentative de coup d'État avortée a été menée en Turquie par une partie de l'armée turque, tentative dont les autorités turques ont attribué la responsabilité au prédicateur Fethullah Gülen, qui vit aux États-Unis, et à ses partisan-es. Ce dernier a toutefois nié toute responsabilité. Selon les déclarations de Gülen, le président turc Erdogan aurait lui-même mis en scène le soulèvement afin de combattre *a posteriori* l'opposition et le mouvement Gülen. Quoi qu'il en soit, Erdogan jubilait dès le lendemain, qualifiant la tentative de putsch de «cadeau d'Allah». Après le putsch, 170 médias ont été fermés et plus d'une centaine de journalistes ont été arrêté-es. La diffusion d'émissions prokurdes a été supprimée. Le gouvernement du président Erdogan a restreint les droits démocratiques et a pris des mesures de répression de grande ampleur. Dans le cadre de la tentative de coup d'État, des dizaines de milliers de fonctionnaires, de juges, d'enseignant-es, etc. ont été licencié-es et de vastes vagues d'arrestations ont eu lieu. Douze député-es du parti prokurde «Parti démocratique des peuples» (HDP), dont les deux présidents du parti Selahattin Demirtas et Figen Yüksedag, ont été arrêté-es.

## GRECE/MIGRATION

# Colère et impuissance

**Des centaines de personnes se sont noyées au large des côtes grecques, sous les yeux des garde-côtes grecs. Ce naufrage n'est pas un accident, c'est un crime. À l'occasion de la manifestation de commémoration et de colère à Zurich, un membre de *Watch the Med Alarmphone* s'est exprimé.**

Depuis près de neuf ans, nous gérons un numéro d'appel téléphonique pour les migrant-es en détresse en mer. Nous faisons pression pour obtenir des sauvetages. Et nous documentons les crimes commis aux frontières extérieures de l'UE. Avec une solidarité collective et pratique, nous essayons, en tant que réseau avec des activistes du Sénégal à la Suisse, de contrer ensemble la mort le long des routes migratoires. Cette fois, malheureusement, c'était en vain.

La semaine dernière, le 13 juin 2023, nous avions alerté les garde-côtes grecs à 16h53 CET au sujet d'un bateau complètement surchargé dans la zone de sauvetage en mer grecque. Nous étions en contact direct avec le bateau et avons transmis son appel à l'aide. Les autorités grecques avaient déjà été alertées quelques heures plus tôt, notamment par Frontex.

Les autorités grecques et d'autres autorités européennes étaient au courant – comme on le sait aujourd'hui – de l'existence de ce bateau surchargé et hors d'état de naviguer depuis au moins 9h47 du matin. Aucune opération de sauvetage n'a été lancée. Au petit matin du 14 juin 2023, le navire a chaviré – des centaines de personnes sont mortes.

Pour détourner l'attention de sa culpabilité, la Grèce a par la suite arrêté neuf prétendus passeurs et affirmé que ces personnes ne voulaient pas être sauvées, mais qu'elles avaient l'Italie pour destination. C'est une manœuvre cynique et minable pour détourner l'attention de son propre échec, de sa propre culpabilité.

### Poussé-es vers la mort

Les garde-frontières grecs violent systématiquement les droits des migrant-es depuis des années. Les exilé-es savent que des milliers de migrant-es ont été bombardé-es, battu-es et abandonné-es en mer par des unités grecques. Iels savent que la rencontre avec les garde-côtes grecs, la police grecque ou

les garde-frontières grecs est souvent synonyme de violence et de souffrance. En raison du refoulement systématique, les bateaux tentent de contourner la Grèce en empruntant des itinéraires beaucoup plus longs et en risquant leur vie en mer. En tant qu'*Alarmphone*, nous avons documenté d'innombrables cas de *pushbacks*, mais aussi des cas où des bateaux surchargés ont chaviré parce qu'ils ont emprunté des itinéraires plus longs pour éviter les forces de police grecques.

Après le naufrage du bateau de pêche, les autorités grecques ont rapidement justifié publiquement leur échec en matière de sauvetage. En réalité, elles avaient été alertées de nombreuses heures avant que le bateau ait chaviré. Les autorités européennes auraient pu prendre des mesures de sauvetage appropriées sans délai et à tout moment. Elles ne l'ont pas fait. Leur désir d'empêcher les arrivées a été plus fort que la nécessité de sauver des centaines de vies humaines.

Depuis le naufrage, de plus en plus d'indices sont mis au jour, laissant présager des choses terribles: Les survivant-es racontent que les garde-côtes grecs les ont tirés avec une corde, ce qui a finalement coulé le bateau. D'autres racontent que les garde-côtes grecs ont d'abord longuement observé le naufrage et les personnes qui se noyaient avant de prendre des mesures de sauvetage.

### Nommer les crimes

Alors que les garde-côtes grecs s'empêchent dans les contradictions, les attaques brutales se poursuivent ailleurs: ces derniers jours, nous avons à nouveau reçu des rapports de groupes à la frontière terrestre gréco-turque. Ils ont fait état de *pushbacks* brutaux et d'attaques par des unités grecques. Celles et ceux qui souffrent sont toutes celles et ceux qui sont en route ainsi que les survivant-es et leurs proches. Depuis la semaine dernière, nous sommes en contact avec de nombreuses

familles. Iels cherchent toutes désespérément des informations sur leurs proches. Et se plaignent de ne recevoir aucune aide de la part des autorités grecques. Et les survivant-es sont encore aujourd'hui quasiment enfermés, dans un camp grillagé à Malakasa, en Grèce.

Bon sang, est-il si difficile d'admettre que les personnes qui ont survécu à un tel massacre n'ont pas besoin d'un camp, mais d'un environnement adapté aux traumatismes?

La genèse de ce naufrage, la justification des autorités, l'intervention cynique du chef de Frontex, à qui les journaux de Tamedia ont même offert une tribune, le traitement des survivant-es et des proches, tout montre dans toute sa crudité le régime migratoire raciste de l'Europe: certaines personnes n'ont aucun droit, aucun droit à la vie, aucun droit à un deuil digne, aucun droit à une prise en charge adéquate.

À cela s'ajoute l'absence d'indignation de la part d'une grande partie de la société et des médias: si de tels «accidents» mobilisaient autrefois les gens et les médias, on n'entend et on ne lit presque plus rien, en particulier en Suisse. Les deux grands partis de gauche suisses? Ils sont tout simplement restés silencieux. Et c'est précisément là qu'il est de notre responsabilité de ne jamais, JAMAIS, laisser de tels événements devenir la norme. Même si nous avons l'impression d'être peu nombreux, nous pouvons, même si nous le sommes, rester bruyant-es et nous défendre, nous pouvons construire des réseaux résistants et puissants – entre les personnes dans les pays de départ, les exilé-es, les activistes aux points de transit, les proches et les personnes dans les pays d'arrivée tels que la Suisse. Et c'est là que nous continuons à intervenir: nous continuerons à nous battre pour chaque bateau, à dénoncer les crimes commis aux frontières extérieures de l'UE, à rester dérangeant-es – avec beaucoup d'entre vous et avec des compagnon-nés de route souvent invisibles! Cessez de blâmer les migrant-es qui tentent d'échapper à votre violence! Cessez de rendre les personnes en fuite responsables de leur propre mort!

Arrêtez les *pushbacks*, arrêtez de tuer en mer!

En mémoire des plus de 27.000 personnes tuées aux frontières extérieures de l'UE depuis 2013.

*Alarmphone Zurich*

# Prix des droits humains sur la route des Balkans

Cette année, le prix suisse des droits humains «Alpes ouvertes»<sup>1</sup> a été décerné à deux petites mais très efficaces ONG de Zagreb, le *Center for Peace Studies* et *Are You Syrious*. Par leur engagement humain, juridique, matériel et politique envers les exilé·es débarqué·es en Croatie ou à la frontière bosno-croate, elles sortent totalement du cadre officiel d'un pays qui surveille la frontière extérieure de l'Europe.

Nous avons toujours rendu compte du travail de ces personnes courageuses, pour la plupart très jeunes, nous les soutenons régulièrement et nous organisons depuis plusieurs années des délégations internationales pour aller à leur rencontre.<sup>2</sup> Cette fois-ci, trois d'entre elles, des jeunes femmes de Zagreb, sont venues en Suisse pour recevoir le prix que nous leur avons décerné et témoigner de la situation actuelle. Andrea Jelovčić du *Center for Peace Studies* (CMS) était auparavant invitée à Saignelégier et à Delémont pour intervenir le 14 juin, journée de la Grève des femmes en Suisse, notamment sur la situation des femmes réfugiées sur la route des Balkans. Le lendemain, une conférence de presse était organisée à Berne<sup>3</sup> et plusieurs rencontres ont eu lieu avec des parlementaires suisses. Certain·es ont été étonné·es, choqué·es voire prêt·es à aider, face aux rapports d'Anamaria Macanović et de Suzana Rendulić de *Are You Syrious?*.

Une rencontre entre les 3 femmes et Christine Schraner Burgener, la cheffe du Secrétariat d'État aux migrations (SEM), a même été organisée. Son office est responsable de la réponse aux demandes d'asile et des expulsions de Suisse vers la Croatie, qui ont toujours lieu. La rencontre s'est déroulée sur un ton di-

plomatique. Les Croates ont quand même pu expliquer pourquoi elles considèrent que les renvois depuis la Suisse sont inacceptables. Mme Schraner-Burgener se rendra brièvement en Croatie en juillet pour se faire une idée de la situation.

## Pas de sécurité

Pour la remise du prix, nous nous sommes retrouvé·es ensuite dans un bâtiment vaste et spacieux à Berne – une ancienne usine rénovée de six étages, dans laquelle vivent désormais près de 300 personnes. L'immeuble est autogéré et abrite, outre les appartements et les communautés d'habitation, non seulement une salle de réception dans laquelle se déroule la remise de prix, mais aussi de nombreux autres grands locaux pour diverses activités.

Nous sommes chaleureusement accueilli·es par plusieurs habitant·es de l'immeuble. Une cinquantaine d'amis·es et de soutiens sont venu·es. Et pour l'accompagnement musical, Juliette et Markus de Musique Simili.

Au début de l'événement, nous avons observé une minute de silence en mémoire des plus de 600 personnes qui ont trouvé une mort atroce en Méditerranée la veille. Tristesse, horreur et colère – ce système de frontières marche depuis trop longtemps sur des cadavres. Sophie Guignard, secrétaire politique de Sosf (Solidarité sans frontières), me raconte ce soir-là qu'un de ses amis était de garde pour l'*Alarmphone* cette nuit-là et qu'il a parlé aux personnes qui appelaient à l'aide sur le bateau, juste avant qu'il ne coule. Les garde-côtes grecs avaient été alerté·es, mais, selon les témoignages des survivant·es, iels ont largement contribué au naufrage.

Les intervenantes sur le podium viennent également d'un pays frontalier entre la forteresse Europe et le reste du monde, à seulement 666 kilomètres de Berne à vol d'oiseau. Là-bas non plus, la générosité n'est pas au rendez-vous lorsqu'il s'agit de personnes déplacées. Sur 12.700 demandes d'asile en Croatie en 2022, seules 21 ont reçu une réponse positive, et ce grâce aux efforts d'initiatives telles que AYS et le CMS. Andrea Jelovčić du CMS ainsi qu'Anamaria Macanović et Suzana Rendulić d'AYS rapportent que la sécurité des exilé·es n'est pas garantie en Croatie. Les deux centres d'accueil existants sont surpeuplés, les soins médicaux et l'aide psychologique ne sont pas assurés, les conditions d'hygiène sont catastrophiques, la violence policière et les expulsions brutales sont monnaie courante.

Dans les centres d'accueil de Zagreb et de Kutina, à 80 km de la capitale, une partie des exilé·es dorment à même le sol. Des femmes et des hommes qui ne se connaissent pas sont

souvent entassé·es dans des chambres minuscules, ce qui est en principe interdit. Les trois femmes parlent également de conditions inhumaines en ce qui concerne la nourriture et d'autres domaines vitaux tels que les vêtements, les médicaments, etc. Il manque de tout. Les femmes enceintes, les mineurs ainsi que les personnes malades et faibles sont particulièrement en danger ici.

## Apporter des preuves

Alors pourquoi continue-t-on à expulser des réfugié·es de Suisse – un pays dont la richesse est frappante dès qu'on y met les pieds – vers la Croatie? Selon le gouvernement suisse, la Croatie est un pays sûr; c'est pourquoi il «peut» – selon les accords de Dublin – y renvoyer les personnes déplacées qui ont été enregistrées auparavant en Croatie. Ce qui leur arrive ensuite ne concerne plus la Confédération.

Entre janvier et juin, le Secrétariat d'État aux migrations a renvoyé 67 demandeur·euses d'asile en Croatie (situation au 16 juin), soit plus que durant toute l'année précédente. Ces personnes ne sont pas en sécurité en Croatie. Ces derniers temps, de fortes protestations se sont élevées en Suisse contre de tels renvois. Mais même la campagne #StopDublinCroatie, qui dure depuis plusieurs mois, n'a jusqu'à présent rien pu changer.

Guido Ehrler, un avocat engagé dans les questions de migration, prend la parole lors du débat qui suit la partie officielle de la remise de prix: «*Nous devons pouvoir prouver au gouvernement que la situation est trop dangereuse pour les personnes ayant fui la Croatie. C'est pourquoi les informations de ces femmes sont extrêmement importantes. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions obtenir, au niveau juridique, l'arrêt des expulsions vers la Croatie.*».

Les membres d'AYS et le CMS s'engagent également en faveur des personnes qui tentent de franchir la frontière extérieure croate de l'UE et de l'espace Schengen depuis la Bosnie. Les migrant·es sont très souvent maltraité·es par la police des frontières et renvoyé·es. De telles expulsions (*push-backs*) sont illégales, car toute personne en quête de protection a le droit de demander l'asile et d'être entendue. Entre-temps, les personnes déplacées sont également chassées à l'intérieur de la Croatie et renvoyées en Bosnie. Ces procédés illégaux ont été documentés des centaines de fois par les ONG et rendus publics auprès du grand public.

## Are you Syrious?

AYS est une organisation à but non lucratif qui compte plus de 160 bénévoles en Croatie et dans d'autres pays. AYS défend les droits des réfugié·es de diverses manières.

Elle propose en outre des cours de langue et un soutien individuel aux enfants dans les écoles. Le centre d'intégration de l'initiative gère un magasin gratuit pour les réfugié·es et toutes autres personnes dans le besoin. En tant que membre du *Border-Violence-Monitoring-Netzwerk* (BVMN), AYS documente les violations des droits humains en Croatie et aux frontières du pays. Régulièrement, leur travail juridique est gravement criminalisé; iels sont confronté·es à des menaces de mort, des procès, des menaces d'emprisonnement, d'énormes amendes et même à une tentative du ministère croate de l'Intérieur d'interdire leur travail.

1. Le prix des droits humains «Alpes ouvertes», doté de 12.000 francs suisses, est décerné par le Forum Civique Européen et l'association suisse «Cercle d'amis de Cornelius Koch» à des personnes et des groupes qui s'engagent activement pour les droits des personnes déplacées, ainsi que d'autres personnes défavorisées et de minorités menacées en Europe.

2. Vous trouverez tous les articles sur <<https://forumcivique.org/kampagnen/balkanroute/>>.

3. L'écho médiatique: Le Temps, 16.6.2023:

<<https://www.letemps.ch/suisse/a-berne-des-ong-croates-denoncent-un-systeme-d-asile-au-bord-de-l-implosion>>. L'étude du Service Social International (SSI) pour le gouvernement vaudois:

<<https://www.letemps.ch/suisse/selon-un-rapport-commande-par-l-etat-de-vaud-l-avenir-est-sombre-pour-les-requerants-d-asile-en-croatie>>.

Le Temps, 29.6.2023, Entretien avec Sophie Guignard, Solidarité sans frontières: <<https://www.letemps.ch/suisse/expulsions-vers-la-croatie-les-personnes-renvoyees-de-suisse-sont-plus-traumatisees-que-les-autres>>.



La remise du prix «Alpes ouvertes 2023» à Berne. Photo FCE

Les femmes travaillant au CPS et à AYS sont régulièrement exposées à des menaces de la part de l'État. En leur décernant ce prix, nous souhaitons faire connaître leur travail en Suisse, les soutenir et encourager la collaboration au niveau juridique entre elles et les avocat·es suisses. Peut-être que cela permettra d'ouvrir les yeux du gouvernement!

### Au nom de la forteresse Europe

Mais la Suisse n'est pas la seule à expulser, d'autres pays le font aussi. M., un jeune Kurde syrien qui a accompagné Suzana, Anamaria et Andrea à Berne, était arrivé il y a quelques années avec sa famille, de Turquie en Allemagne via la Croatie. À cause de «Dublin», il n'y a pas obtenu l'asile et, le jour de ses 18 ans, un jour avant l'examen de fin d'études secondaires qui l'aurait protégé, il a été arraché à sa famille et expulsé vers la Croatie. S'il n'avait pas été aidé par les femmes d'AYS, il serait déjà retourné en Syrie et ne serait peut-être plus en vie. Il parle désormais parfaitement cinq langues (kurde, turc, allemand, anglais, croate) et aime rire, mais lorsqu'il raconte son histoire, il devient sérieux et, tard dans la soirée, il demande en souriant au pasteur Andreas Nufer<sup>4</sup>, qui a prononcé l'éloge lors de la remise du prix: «Ne pourriez-vous pas envoyer tous ces politiciens et ces méchants en enfer?».

Michael Rössler du FCE rappelle toutefois que l'élection surprise en décembre dernier d'Elisabeth Baume-Schneider<sup>5</sup> au gouvernement du Land a fait naître l'espoir d'une approche plus humaine de la politique d'asile: «La nouvelle conseillère fédérale essaie d'utiliser sa petite marge de manœuvre pour obtenir certains allègements pour certains groupes. Mais cela ne va pas assez loin.

*Elle devrait arrêter les renvois Dublin vers la Croatie, car les droits humains y sont bafoués. Comment la conseillère fédérale, qui vient plutôt d'une gauche progressiste, peut-elle concilier avec sa conscience le fait d'extrader des personnes en quête de protection vers de tels pays ?*<sup>6</sup>.

Depuis, nous avons appris que le Dr. Martin Küng, greffier au Tribunal administratif fédéral, a démissionné de son poste au motif que l'«arrêt de référence» concernant la Croatie (TAF E-1488/2020), selon lequel il n'y a pas de violation de la Convention européenne des droits humains (CEDH) et que les personnes ayant besoin de protection peuvent donc être renvoyées en Croatie, est motivé par des considérations politiques et non juridiques. Je ne répondrai jamais en mon nom d'actions qui conduisent de manière causale à une violation de la CEDH», a fait savoir le Dr Küng dans son tweet. Un homme courageux qui a écouté sa conscience et démasqué

la jurisprudence actuelle concernant les expulsions vers la Croatie.

Constanze Warta  
membre FCE - France

PS: Une délégation suisse de plusieurs ONG s'est rendue en Croatie début juin et a rédigé le rapport suivant: «Spirale de la violence - les renvois Dublin vers la Croatie et le rôle de la Suisse» de Solidarité sans frontières et Droit de Rester, 28 juin 2023. A trouver dans la rubrique «news» sur <[www.sosf](http://www.sosf.ch)>.ch. À lire et à faire connaître!

4. Andreas Nufer est pasteur de l'église réformée du Saint-Esprit à Berne. Il est actif depuis des décennies avec et pour les personnes déplacées. Il fait partie du projet «offene Kirche Bern».

5. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider est la cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP) et donc également la plus haute responsable de la politique d'asile en Suisse.

6. Interview avec Michael Rössler du 17 juin 2023 <<https://www.kath.ch/newsd/schweizer-menschenrechtspreis-offene-alpen-geht-an-kroatische-organisationen/>>.

## Centre d'études pour la paix

Le Centre d'études pour la paix CMS (acronyme croate) est également une organisation à but non lucratif, née du travail pour la paix après la guerre en Yougoslavie. Il travaille avec trois programmes complémentaires: la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'exclusivisme ethnique. Le CMS promeut la non-violence et le changement social par l'éducation, la recherche et l'activisme, défend le droit d'asile et de migration et travaille en étroite collaboration avec *Are You Syrious?* Ensemble, les deux organisations ont obtenu la condamnation de la Croatie par la Cour européenne des droits humains pour non-respect des droits des personnes déplacées et sont appréciées au niveau international en tant qu'expertes des questions d'asile et de migration.